

COMMUNIQUÉ DU MAIRE

Mercredi 29 avril 2020

Une stratégie de déconfinement hasardeuse qui interroge et inquiète

Le Premier ministre a présenté hier un plan de déconfinement. Malheureusement ce plan soulève plus de questions qu'il n'apporte de réponses. **De son discours devant l'Assemblée Nationale est sorti davantage de confusion que de clarté.**

Même si nous pouvons tous nous réjouir de l'application du triptyque « protéger, tester, isoler » qui fut au cœur son intervention, **la perspective d'un déconfinement territorialisé par département inquiète.** Aura-t-elle un impact sur la réouverture des écoles ? Quels moyens de contrôle pour limiter les déplacements entre les départements ? Le Premier ministre a par ailleurs annoncé le principe d'une adaptation possible de la stratégie nationale de déconfinement à l'échelle des communes en lien avec les préfets plaçant de fait les maires en première ligne dans la gestion de la crise. **L'État chercherait-il à se déresponsabiliser sur le dos des élus locaux ?**

Aussi, je regrette que la question de l'égalité, de la solidarité et de l'accompagnement concret de l'État dans ce plan de déconfinement ait été absente.

Toutes les communes ne disposent pas des mêmes moyens humains, financiers et matériels pour préparer la sortie de crise. Faute de personnels qualifiés en nombre suffisant et de locaux adaptés, aucune commune ne pourra se substituer à l'État et, lors de la réouverture des écoles, proposer aux élèves du soutien scolaire ou des activités de loisirs de qualité.

Dans nos villes populaires, nous avons le douloureux sentiment de subir une double peine : nos populations ont été sévèrement impactées par les conséquences sociales de la crise sanitaire plus que partout ailleurs. Depuis le début du confinement, nous déployons tous nos efforts pour limiter l'aggravation des inégalités, organiser la solidarité en direction des plus fragiles et protéger nos concitoyens. **Aujourd'hui, le Gouvernement nous demande de devenir en quelque sorte les pilotes de l'avion républicain sans nous donner les outils et moyens nécessaires.**

En appeler à la responsabilité individuelle de chacun est une chose mais pour sortir de la crise en préservant la cohésion nationale, éviter « l'écroulement » de la société dont parlait le Premier ministre dans son discours, c'est de justice et d'égalité dont nous aurons besoin.

La « République contractuelle » chère aux yeux du Président de la République n'a de sens que s'il s'agit d'un contrat équitable, juste, entre les collectivités locales et l'État dans l'accomplissement de leurs missions d'intérêt général. Pour l'heure, à l'aune de la pire crise sanitaire depuis un siècle, celui-ci s'avère dangereusement déséquilibré.

Olivier CORZANI

Maire de Fleury-Mérogis